

## **L'exploitation des eaux souterraines en Syrie centrale : construction de diagnostics et politiques d'intervention**

Myriam Saadé-Sbeih

Institut de Géographie (IGUL) ; Institut des Politiques Territoriales et de l'Environnement Humain (IPTEH)

Les marges arides syriennes sont le théâtre d'interactions entre les populations humaines et l'environnement depuis plusieurs millénaires. Si les contraintes du milieu et son hétérogénéité conditionnent l'occupation humaine et l'exploitation des ressources, les facteurs socio-politiques, économiques et historiques jouent également un rôle fondamental. Les marges arides (et en particulier le district de Salamieh) sont en effet considérées, depuis la fin des années 1980, comme subissant une grave crise hydrique, du fait de la surexploitation des eaux souterraines. Cette surexploitation entraînerait, un déclin de l'agriculture provoquant une augmentation de la pauvreté et nécessite des actions, publiques et privées, pour y remédier.

Cependant, le diagnostic de surexploitation nécessite un réexamen. Il apparaît que le discours de surexploitation développé dans un contexte d'ouverture de la Syrie aux organisations internationales et à l'économie de marché fait écho au discours sur la « crise mondiale de l'eau » dont l'extrapolation est problématique. Le diagnostic national se base sur des indicateurs issus d'un recyclage de données soviétiques, anciennes, n'ayant pas fait l'objet d'un réel travail de mise à jour. La politique de l'eau mise en place en Syrie dans l'ère post-soviétique délaisse en apparence les grands projets de mobilisation des eaux de surface au profit d'une stratégie de rationalisation de l'utilisation de l'eau et de conservation des eaux souterraines dans les régions en crise, en particulier dans le district de Salamieh.

Cette politique de conservation des eaux souterraines présente un certain nombre d'incohérences. Elle est, aux yeux de l'administration mais probablement également aux yeux des bailleurs de fond internationaux, légitime, puisqu'elle répond à une urgence environnementale indiscutable. Cependant, les efforts de conservation des eaux sont anecdotiques, voire contreproductifs. La politique de conservation des eaux nous apparaît a posteriori comme une prolongation de la politique nationale d'autosuffisance alimentaire. L'interprétation dominante de surexploitation, et plus généralement de crise de l'eau, rend difficile, voire impossible, toute controverse relative à l'état des ressources et à l'état du système agricole de manière générale et de ce fait, annihile toute tentative de discussion d'alternatives en ce qui concerne la gestion des eaux souterraines, leur allocation, ou leurs inclusions dans des programmes de développement.

Un diagnostic revisité de la situation nécessite de rendre compte des dimensions spatiales et temporelles de l'exploitation des eaux souterraines et d'analyser la co-évolution des systèmes hydrogéologiques et agricoles, mettant en lumière les ajustements face aux variabilités environnementales, à l'évolution de la disponibilité en eau, mais également face à la mise en place des mesures de régulation ou d'autres variables de type économique etc. Ces différents éléments ont des conséquences en termes de disponibilité en eau et en termes d'allocation, spatiale, temporelle, sectorielle des ressources. L'exploitation des eaux souterraines au cours du dernier siècle a bien évidemment eu des effets sur le milieu, mais les changements ne sont pas forcément catastrophiques.

Depuis le milieu du XIXe siècle, l'accès aux eaux souterraines tend à être plus égalitaire, spatialement et entre exploitants. Mais la variabilité spatiale et temporelle de la disponibilité et de l'accessibilité est plus grande, d'où une incertitude plus élevée. Les eaux souterraines étaient jusque dans les années 1950 - 1960 un élément de stabilisation puisque leur accès était prédictible dans le temps et dans l'espace. A partir de là, les infrastructures de captage des eaux souterraines se développent, conduisant à la période actuelle à une surcapacité – localisée – d'exploitation. L'eau souterraine est ainsi facilement disponible après les années fortement pluvieuses, dont la probabilité d'occurrence est relativement faible, et n'est pas forcément accessible après plusieurs années sèches, le stock extrait pour la consommation anthropique n'ayant pas été renouvelé. Mais le dispositif surdimensionné actuellement en place ne dégrade pas le système hydrogéologique de manière irréversible.

Si l'exploitation actuelle des eaux souterraines accroît l'incertitude en réduisant la capacité des aquifères à tamponner les variations pluviométriques, le facteur climatique n'est pas la seule source d'incertitudes. La forte volatilité des prix des denrées agricoles, des combustibles, du foncier et de l'approvisionnement en eau, dépendant du marché mais également de la volonté de l'état syrien de préserver la paix sociale constitue une source d'incertitudes forte. Au moment où nous rédigeons ces lignes, la pérennité du régime syrien et l'avenir politique du pays le sont également.

Dans ce contexte se pose la question du rôle du chercheur. La recherche permet d'élargir le champ des possibles et d'envisager des alternatives dont la définition dépendra de l'appréciation des risques par les utilisateurs, de la volonté politique de favoriser ou non au plan local l'accès à l'eau – impliquant une redéfinition des objectifs économiques et sociaux – et enfin de la capacité des organisations internationales à reconsidérer les diagnostics préétablis.